



COMMISSION EUROPÉENNE

*Bruxelles, le 4.2.2026
C(2026) 638 final*

*M. Gérard LARCHER
Président du Sénat
Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
F – 75291 PARIS Cédex 06*

Monsieur le Président,

La Commission tient à remercier le Sénat pour son avis motivé concernant la proposition de la Commission intitulée «Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne le programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école («programme de l'UE à destination des écoles»), les interventions sectorielles, la création d'un secteur des protéagineux, les exigences applicables au chanvre, la possibilité d'instaurer des normes de commercialisation applicables au fromage, aux protéagineux et à la viande, l'application de droits à l'importation additionnels, les règles relatives à la disponibilité des approvisionnements en situation d'urgence et de crise grave, et les garanties» {COM(2025) 553 final¹}.

Cette proposition s'inscrit dans un ensemble plus large de réformes de la politique agricole commune (PAC) au-delà de 2027, présenté par la Commission en juillet 2025. Cette réforme s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans la communication « Une vision pour l'agriculture et l'alimentation² » publiée en février 2025, qui souligne que la sécurité alimentaire et la production agricole constituent des atouts stratégiques essentiels pour la stabilité et la prospérité de l'Europe. Elle vise à instaurer une politique plus efficace, plus simple et plus flexible, capable de répondre de manière appropriée aux futurs défis socio-économiques, climatiques, environnementaux et géopolitiques.

¹ [EUR-Lex - 52025PC0553 - FR - EUR-Lex](#)

² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Une vision pour l'agriculture et l'alimentation. Œuvrer ensemble pour un secteur agricole et alimentaire européen attractif pour les générations futures [EUR-Lex - 52025DC0075 - EN - EUR-Lex](#)

La Commission prend note de la position du Sénat selon laquelle les articles 222 quater à 222 septies proposés pour introduction dans le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil ne respecteraient pas le principe de subsidiarité. Comme rappelé dans l'exposé des motifs, en vertu du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'agriculture est un domaine de compétence partagée entre l'Union et les États membres. Compte tenu de la dimension européenne de l'organisation commune des marchés des produits agricoles (OCM), du fait qu'elle régit la libre circulation des produits agricoles au sein du marché intérieur, les enjeux en question ne peuvent être efficacement traités par les seuls États membres et nécessitent d'être abordés au niveau de l'Union.

Assurer la disponibilité des approvisionnements de produits agricoles est un objectif inscrit dans l'article 39 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatif à la PAC. Compte tenu de la nature transfrontière des marchés agricoles et des chaînes d'approvisionnement alimentaires, une coordination au niveau de l'Union est nécessaire pour éviter toute fragmentation et assurer la cohérence des mesures nationales. Le règlement (UE) n° 1308/2013 comprend déjà des instruments de crise liés au marché. Les nouvelles propositions prolongent simplement cette logique, en passant d'une gestion réactive, à court terme, du marché à une préparation plus proactive, à plus long terme, visant à assurer la continuité de l'approvisionnement. La proposition repose solidement sur l'article 43, paragraphe 2, du TFUE, visant à renforcer le fonctionnement et la résilience des marchés agricoles, et non à organiser les systèmes nationaux de protection civile.

À cet égard, pour ce qui concerne les articles mentionnés dans l'avis du Sénat, la Commission considère que la proposition respecte pleinement le principe de subsidiarité.

Plus précisément, l'article 222 quater «Plans de sécurité des approvisionnements en produits agricoles en situation d'urgence et de crise grave» concerne la disponibilité des produits agricoles et le fonctionnement des marchés agricoles. Le contenu des plans nationaux de préparation et de réaction en matière de sécurité alimentaire est laissé à la discrétion des États membres, en fonction de leurs profils de risques et de leurs structures institutionnelles spécifiques. L'article ne prescrit pas de structures opérationnelles, ni la création de réserves nationales. Ces plans ne sont pas soumis à une vérification ou une validation par la Commission européenne. Il est simplement demandé aux États membres de notifier, tous les trois ans, un résumé de ces plans. Les éléments énumérés à l'article 222 quater, paragraphe 3 (mécanismes de suivi et d'alerte, dispositions visant à agréger les données relatives aux stocks, rôles et mécanismes de coordination, protocoles de communication d'urgence), sont mentionnés uniquement afin de créer une base minimale et cohérente permettant de détecter et de traiter les vulnérabilités structurelles des chaînes d'approvisionnement. L'article préserve pleinement l'autonomie nationale, tout en garantissant que l'ensemble des États membres et l'Union puissent réagir de manière cohérente et concertée dans un marché agroalimentaire fortement intégré, soumis à des perturbations d'approvisionnement ayant des effets au-delà des frontières.

L'article 222 quinquies «Réserves de produits agricoles» maintient la même approche en matière de subsidiarité. La proposition n'impose pas aux États membres d'établir des réserves nationales de produits agricoles. La constitution ou non de telles réserves reste à la discrétion des États membres, dans le respect de leurs compétences nationales. La seule exigence figurant dans la proposition de la Commission est que, lorsque de telles réserves existent, certains principes soient respectés afin de réduire au minimum les distorsions de marché, notamment en prévoyant que les achats et les mises en circulation de produits agricoles se fassent aux prix du marché, en ligne avec l'orientation de marché de l'OCM.

S'agissant de l'article 222 sexies «Coordination», la proposition de la Commission renforce le rôle du mécanisme européen de préparation et de réaction aux crises de sécurité alimentaire (EFSCM, en anglais) en tant qu'organe consultatif, réunissant les autorités nationales compétentes et organisations professionnelles du secteur agro-alimentaire. La Commission prend note de la suggestion du Sénat visant à préciser dans le texte que ce mécanisme ne dispose d'aucune compétence décisionnelle – ce qui correspond pleinement au rôle consultatif envisagé par la Commission pour l'EFSCM.

L'article 222 septies «Actions renforcées en cas de crise grave ou d'urgence» est strictement limité au fonctionnement des marchés agricoles en période de crise grave. Il ne s'agit pas d'une «mutualisation des stocks agricoles». Son objectif est de garantir une coordination rapide et un échange d'informations entre les États membres en situation de crise, dans des circonstances où l'absence de coordination pourrait compromettre l'intégrité du marché intérieur.

Dans l'ensemble, ces dispositions du nouveau chapitre «Disponibilité des approvisionnements en cas d'urgence et de crise grave», que la Commission propose d'insérer dans le règlement (UE) n° 1308/2013, visent à mieux doter l'Union et les États membres de moyens d'anticiper et de gérer les perturbations de l'approvisionnement, tout en préservant l'orientation de la PAC vers le marché. La proposition établit un cadre de coordination léger et flexible, laissant aux États membres une pleine liberté pour concevoir et mettre en œuvre leurs plans nationaux de préparation et de réaction en matière de sécurité alimentaire, conformément à leur profil de risque et à leurs structures institutionnelles.

En espérant que ces précisions répondront aux questions soulevées par le Sénat, la Commission se réjouit, par avance, de la poursuite du dialogue politique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Maroš Šefčovič
Membre de la Commission

Christophe Hansen
Membre de la Commission

